

Déclaration au CTSD du Territoire de Belfort du 30 janvier 2018

M. Le DASEN, cette préparation de rentrée a fait chauffer nos calculettes, et la conclusion est que le compte n'y est pas.

Dans le premier degré tout d'abord, les 4 postes supplémentaires sont complètement absorbés par les dédoublements des CP et CE1, voir même plus ! Heureusement que nous avons une baisse d'effectif, ce qui permet de dégager des moyens sur le remplacement, ce qui est vital si nous voulons permettre à nos collègues de partir en formation.

Cependant, le tableau présenté aujourd'hui nous a laissé pour le moins perplexe. En effet, nous ne comprenons pas le document consacré aux RPI. D'habitude, les maternelles des RPI étaient présentées dans un document particulier. Cette année, non. Certains RPI sont présentés avec leur maternelle, tandis que pour d'autres, les maternelles ont été sorties de ce document pour intégrer celui consacré aux seules écoles maternelles. Pourquoi ? Il semblerait que les effectifs des maternelles aient été globalisés avec ceux des élémentaires de leur RPI. Or, jusque-là et dans les règles fixées dans ce CTSD, la globalisation des effectifs entre maternelle et élémentaire n'est pas possible.

Il ne nous semble donc difficile d'entériner votre proposition de fermetures sur les RPI, puisque, si nous respectons les règles actuelles, aucune des écoles citées n'atteint un seuil déclenchant une fermeture ou une fermeture conditionnelle.

Pour les autres écoles, les fermetures conditionnelles vont forcément mettre en difficulté les équipes, au vu des effectifs. On sacrifierait donc les RPI et les maternelles pour ouvrir des dédoublements CP et CE1.

Dans le second degré, 2 problèmes se posent. Sur la forme tout d'abord, nous déplorons l'annonce d'une première DHG à Morvillars et à Giromagny, suivie d'une seconde nettement moins favorable. Les équipes avaient commencé à travailler, il faut tout refaire... nous avons une pensée solidaire vis-à-vis des personnels de direction qui sont dans une situation intenable, et nous partageons la grogne actuelle et l'incompréhension totale de nos collègues.

Sur le fond, là non plus le compte n'y est pas.

Mais tout d'abord, un grand motif de satisfaction : vos services ont réalisé un nouveau tableau de répartition des heures très clair, et nous vous remercions sincèrement pour cette transparence, qui n'est pas forcément l'apanage de tous les départements de France. Ainsi, il nous permet de vous poser des questions précises :

- pouvez-vous nous expliquer sur quelles modalités sont réparties les heures d'inclusion ?

- les indicateurs de contexte social sont-ils utilisés, autrement dit, permettent-ils de nuancer les DHG ?

Cependant, nous avons aussi de grands motifs d'insatisfaction. Alors que les effectifs sont à la hausse d'une centaine d'élèves, la dotation horaire de notre département est en baisse d'une centaine heures. Cela veut dire des classes plus chargées, moins de groupes, de dédoublements, de co-interventions en AP ou EPI. Des postes vont être partagés ou supprimés, ce qui dégradera les conditions de travail de nos collègues et, par ricochet, celles des élèves.

Nous constatons avec satisfaction que les HSA sont en baisse, mais elles représentent encore un pourcentage non négligeable d'heures.

Enfin, il nous semble que les heures d'IMP ont été prises sur les horaires d'enseignement, alors qu'elles doivent être données à part, vu qu'elles ne concernent pas les faces à faces pédagogiques. Nous ne trouvons malheureusement pas ici trace d'un financement des bilangues, du latin et de la chorale, pourtant priorités gouvernementales. Bref les moyens alloués ne permettent aucune autonomie.

Pour toutes ses raisons, nous ne pouvons pas approuver le tableau proposé aujourd'hui en l'état.

Les élus du Sgen-CFDT